

L'Étincelle



PSA Poissy

Lundi 27 mars 2017

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Le programme de Philippe Poutou *Utopique... disent-ils ?*

Quand Philippe Poutou défend son programme sur un plateau télé ou derrière un micro, cela ne rate pas. Il y a toujours un journaliste pour lui rétorquer : mais n'est-ce pas utopique ?

Utopiques aujourd'hui, ces mesures d'urgence pour le monde du travail ? Utopiques, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du temps de travail entre tous jusqu'à ce que tout le monde ait un emploi ? Utopique qu'il n'y ait pas un salaire inférieur à 1 800 € nets ? N'est-ce pas un minimum que d'avoir un emploi et un salaire qui est même en dessous du salaire moyen de 2 200 € ?

Quant à eux, Marine Le Pen, François Fillon ou autres Bruno Le Roux, ils pensent que c'est parfaitement utopique... de vivre avec si peu ! Et ils trouvent des jobs à leur petite famille, sur des deniers publics, bien mieux payés que cela !

Serait-ce utopique encore, que les salariés de l'automobile, des banques, des transports, des hôpitaux ou du nettoyage, ceux qui font tourner la machine, aillent mettre un peu leur nez dans les comptes de leurs patrons ?

Utopique, la fin d'un cauchemar ?

Bref, utopique d'en finir avec la gangrène du chômage qui touche en réalité jusqu'à 5 millions de personnes ? Utopique de remettre sur ses pieds une société où 8 multimilliardaires possèdent autant que la moitié la plus pauvre du monde ? Utopique d'envisager la fin de l'horreur des guerres qui ravagent le Moyen-Orient et une partie de l'Afrique, et dont la rapacité des trusts des grandes puissances est en grande partie responsable ?

Où trouver l'argent ?

Deuxième cartouche sortie par ceux qui ne peuvent pas nier que le programme d'urgence avancé serait un minimum : mais comment vous chiffreriez la dépense ? Comment vous financeriez ? Où trouver l'argent ? Il n'y en a déjà plus dans les caisses de l'État... Taratata...

L'argent, ce n'est pas ce qui manque. Cela se chiffre en millions ou milliards, par exemple ces 100 à 150 milliards d'aide que l'Etat verse chaque année à un grand patronat richissime (voir les per-

formances du CAC 40), qui pourraient avantageusement financer les postes manquants dans les écoles ou les hôpitaux. De quoi chiffrer aussi ce que la suppression du budget militaire rapporterait pour construire des logements dits « sociaux » et donner ainsi à la fois des logements aux sans-abri et du travail dans le bâtiment... Des chiffres, ils en veulent ? Il y en a trop !

Quand nous serons quelques millions en lutte

C'est surtout en travailleurs, et travailleurs en lutte, qu'il faut compter. L'an dernier contre la loi Travail, on a harcelé pendant quatre mois le gouvernement, mais une fois seulement, et pour un jour seulement un million de travailleurs sont descendus ensemble dans les rues des villes du pays. Cela n'a évidemment pas suffi. Il faut plus ! Avec une grève générale, une vraie de 10 millions de travailleuses et travailleurs, on commencerait à sortir de l'utopie et à rendre réalistes nos quelques mesures d'urgence. Sans compter qu'ils entraîneraient derrière eux des centaines de milliers de jeunes, de chômeurs et bien d'autres. Et à ce nombre-là, on pourrait même pousser plus loin l'utopie !

On arriverait à l'imagination au pouvoir !

C'est seulement quand des millions commencent à prendre en main leurs affaires que ce qui apparaissait utopique devient soudain possible, voire une réalité très menaçante pour les classes dominantes.

Et si des millions d'exploités et opprimés restent mobilisés, le temps qu'il faut pour l'emporter, leur colère deviendra contagieuse et même planétaire. Cela s'appelle une révolution. Cela a déjà existé : en France à la fin du 18^e siècle, en Russie il y a un siècle, à moindre échelle dans bien d'autres pays et occasions depuis, où le système a été ébranlé si ce n'est encore renversé...

On n'a quand même pas rêvé !

Bras d'honneur à la direction

Le lendemain des élections, après que la CGT soit passée 1^{er} syndicat chez les ouvriers, les chefs faisaient la soupe à la grimace. Les élections ça n'a jamais rien changé en profondeur, mais au moins ça permet de dire sa colère, là visiblement nous sommes beaucoup d'ouvriers à en avoir ras-le-bol des attaques de PSA et de son système mafieux.

République bananière

Le résultat des élections n'a pas plu à la direction... Elle a donc décidé seule, sans l'avis d'un tribunal, de faire un recomptage 5 jours après le vote. Comme par magie, ce recomptage lui convient mieux, la direction peut maintenant essayer de donner à ses amis une représentativité et les avantages qui vont avec.

Pas de bras, pas de chocolat

On a tous eu droit aux briefings UEP et au baratin de la direction sur la D34. À cette occasion, la direction annonce le passage de 32 ou 35 véhicules/heure d'ici à octobre (contre 58 aujourd'hui). Il faudra donc de la « qua-li-té », qu'on « s'améliore », qu'on fasse « mieux », atteindre le niveau d'Audi, etc.

Mais, si la direction envisage de dégraisser les postes en proportion, la cadence de travail par poste restera exactement la même. Faute d'embaucher à hauteur des besoins et d'autoriser l'usage de AN-DON, quels que soient efforts on connaît déjà le résultat.

Déclics et pour la direction des claques

Pour soutenir cet effort de qualité, les moniteurs seront chargés (en plus du reste) de passer dans les ateliers pour quémander des idées.

Avec une augmentation mensuelle de 13 € par mois, des idées on n'en aura pas, sinon pour augmenter nos salaires, arrêter de surcharger les postes et embaucher du personnel à la hauteur des prétentions de la direction.

Grand nettoyage de printemps chez PSA

Après le « compactage » des usines, c'est le tour des bureaux ! Le journal *Les Échos* évoque la stratégie de la direction : sur les 20 sites de bureaux (d'ingénierie et administratifs) existants en 2014, près de la moitié disparaîtraient d'ici la fin de l'année. Un « projet qui traînait dans les cartons depuis quelques années » et qui serait dû à des « locaux trop chers » en Île-de-France et parfois même « vétustes ».

La direction lorgne surtout sur les plus-values immobilières qu'elle pourrait réaliser. Et cela aux dépens des salariés qui vont eux devoir se reloger, allonger leurs temps de transport, ou démissionner !

Le lapin de Garenne refuse la casserole

Les 1 800 salariés du centre technique de PSA La Garenne, à côté de La Défense, sont menacés de fermeture pour l'automne 2018. PSA veut les envoyer au Pôle Tertiaire de Poissy (1 400 CDI), où ils se seront serrés comme des sardines ou au centre d'essais de Carrières-sous-Poissy (250 CDI), les autres échoueront à PSA Vélizy. Les salariés de La Garenne n'ont pas l'intention de se laisser balader ou découper en tranche, le bras de fer ne fait que commencer.

Chez nous c'est la prime de Porscherie

Porsche, va donner une prime de 9 111 € à ses 21 000 salariés, référence à la célèbre Porsche 911. PSA n'a pas eu autant d'humour avec la 5008.

Amiante, PSA condamné pour « faute inexcusable »

Un ouvrier de Sochaux à la retraite (78 ans) qui a donné 31 ans de sa vie à PSA vient de gagner au tribunal sur le dossier de l'amiante. Malade à cause de ce matériau cancérigène, comme de nombreux travailleurs, sa victoire constitue une jurisprudence dont pourront s'emparer bien d'autres plaignants au-delà de Peugeot.

PSA pourra s'acquitter de ses obligations avec le plus grand cynisme : cette jurisprudence permet aux travailleurs malades de gagner une majoration de 100 % de leur rente... à vie ! Une vie qui risque malheureusement d'être raccourcie, par la faute de PSA.

Grève générale en Guyane : les raisons de la colère

Ce lundi matin 27 mars, en Guyane, à l'appel des 37 syndicats que compte ce département d'outre-mer, la grève générale a débuté.

Les raisons du mécontentement sont multiples : une pauvreté aggravée par un taux de chômage de 22 %, sous-effectif à EDF avec de fréquentes coupures de courant. Des milliers d'habitants n'ont même pas l'électricité, le manque de personnel rend l'accès aux soins parfois impossible et le projet de privatisation de l'hôpital de La Croix Rouge de Kourou a fait l'effet d'une véritable provocation.

La situation sociale catastrophique de la Guyane donne également un prétexte à tous les démagogues réactionnaires pour prétendre que misère et insécurité viendraient aussi de l'immigration de pauvres venus du Brésil voisin. D'où le surprenant soutien d'une Marine Le Pen, qui regrette les blocages de routes et la grève, mais jure qu'elle nommerait un ministre de l'outre-mer chargé de lutter contre l'immigration. Car sa devise, c'est « pauvres de tous les pays attaquez-vous à plus pauvres que vous ».

Mais la grève qui débute pourrait bien déjouer tous ces pièges et poser les vrais problèmes sociaux d'un territoire où les fusées de la base de Kourou comptent plus que les hommes.